



N° 012-2020

PROLONGATION ARRETE D'OCCUPATION DES SOLS

Nous, Jean-Marie LUBRET, Maire de Fruges,
Vu le code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses
Article L.2211-1, L2112-1, L2213-1, L2213-6 et suivants,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques
Vu le Code de la route,
Vu le Code de Voiries publiques,
Vu les lois et instructions sur les voiries publiques,
Vu le Code pénal,
Vu le Règlement Sanitaire Départemental,
Vu la Délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2011
adoptant les droits de voirie.

Vu la demande de prolongation en date du 02 mars 2020, formulée par M.
DESGROUSILLIERS représentant l'entreprise SAS BOULET, agissant dans le cadre
de travaux de réfections de toitures sis 01 et 03, place du général de Gaulle à
FRUGES (62) du 02 mars 2020 au 29 mars 2020.

Considérant qu'il importe de réglementer la circulation à l'intérieur de la
commune,

ARRETE :

Article 1^{er} :

Est autorisée, du 02/03/2020 au 29/03/2020, dans le cadre des travaux de
réfections de toitures, sur les biens situés 01 et 03 Place Général de Gaulle à
FRUGES (62) à édifier un échafaudage au droit dudit immeuble, sur une emprise de
02 mètres de largeur maximum sur 15 mètres environ de longueur maximum.

Article 2 :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des
automobilistes et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public, à
savoir :

- L'échafaudage sera protégé par platelage et filets
- Protection de l'échafaudage et son éclairage de nuit.

Article 3 :

Le stationnement des véhicules de chantier n'est pas autorisé au droit du chantier.

Article 4 :

Afin de préserver la sécurité des travailleurs, des piétons et des biens, tout véhicule irrégulièrement stationner dans la zone réglementée par le présent arrêté ou gênant le déroulement du chantier, ou présentant un risque pour lui-même pourra être mis en fourrière.

Article 5 :

La signalisation temporaire modifiant le stationnement des véhicules sera mise en place par les soins de l'intervenant de façon très apparente, conformément à la législation en vigueur, notamment l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 - 87^{ème} partie / Signalisation temporaire) Approuvée par l'Arrêté interministérielle du 6 Novembre 1992 et modifiée par les textes subséquents.

Article 6 :

En prévision de modifications éventuelles, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, Monsieur le responsable du service PM/ASVP, auront le droit de prendre toutes dispositions imposées par la circonstance, ceci au mieux des nécessités de sécurité et de circulation. La main courante du service PM/ASVP fera mention de ces modifications.

Article 7 :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

Article 8 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée.

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. Elle pourra être retirée à tout moment notamment en cas de non paiement des droits fixés à l'article 9.

Article 9 :

Le bénéficiaire devra s'acquitter d'un paiement auprès de la Trésorerie de Fruges.
Un titre de 180 € sera émis à cet effet par la commune (Correspondant à l'occupation de 15 mètres linéaires / 4 Semaines / 3 € du mètre linéaire), conformément à la délibération du Conseil Municipal du 23 mars 2011 fixant les tarifs d'occupation du domaine public.

Article 10 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 11 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux,
Monsieur le Commandant de Gendarmerie,
Monsieur le responsable du Service PM/ASVP,
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié et affiché.



Fait à Fruges, le 04 mars 2020

Le Maire,

Jean-Marie LUBRET